

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22839]

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 283, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, par le décret du 3 décembre 2015, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 et par le décret du 3 décembre 2020 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 octobre 2021 ;

Vu la décision du 20 octobre 2021 de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel de ne pas rendre d'avis sur le projet ;

Vu le rapport du 14 octobre 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis du Comité de branche « Handicap », donné le 18 octobre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 29 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la Convention des Nations Unies relative aux droits des Personnes Handicapées du 13 décembre 2006 ratifiée par la Belgique le 3 juillet 2009 ;

Considérant le protocole d'accord pour l'application de l'accord non-marchand wallon 2021-2024 dans les entreprises de travail adapté wallonnes conclu le 30 juin 2021 ;

Considérant que l'entrée en vigueur de cet effet avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021 et motivée par la nécessité d'adapter le montant de la subvention visant à compenser le handicap des travailleurs de production et de la subvention visant à couvrir les coûts spécifiquement liés à l'accompagnement des travailleurs de production des entreprises de travail adapté et qu'il est impératif d'octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés à financer une revalorisation barémique des travailleurs de production à partir du 1^{er} janvier 2021 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. L'article 991, alinéa 1^{er}, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé est complété par les points 11° et 12° rédigés comme suit :

« 11° Coût d'administration : les frais de téléphonie, les frais informatiques, les frais de mission et de déplacement ainsi que les frais de fournitures de bureau ;

12° Coordinateur socioprofessionnel : personne qui coordonne et développe le projet d'insertion socioprofessionnelle du travailleur de production en collaboration avec les partenaires internes et externes. ».

Art. 3. Dans l'article 992 du même Code, le paragraphe 12 est remplacé par ce qui suit :

« § 12. L'entreprise de travail adapté assure un encadrement minimum aux travailleurs de production visés à l'article 991/2 en respectant les conditions suivantes :

1° employer au minimum un travailleur social et au-delà de 182.000 points, un travailleur social supplémentaire par tranche complète de 182.000 points ;

2° employer au minimum un moniteur par tranche entamée de 27.000 points ;

3° employer au minimum un coordinateur socioprofessionnel. Dans les entreprises de travail adapté agréées pour moins de 91.000 points, le coordinateur socioprofessionnel est engagé au moins à mi-temps. Dans les entreprises de travail adapté agréées pour 91.000 points ou plus le coordinateur socioprofessionnel est engagé à temps plein.

Le travailleur social est employé à :

1° assurer l'accompagnement social interne et externe des travailleurs de production.

2° fournir des prestations nécessaires à l'intégration du travailleur de production dans l'entreprise au regard de son handicap, en ce compris en assurant la liaison entre le travailleur de production, sa famille, ou les services sociaux concernés et l'entreprise de travail adapté.

Le travailleur social est associé au processus d'évaluation de la capacité professionnelle du travailleur de production visée à l'article 1010.

La fonction de travailleur social est incompatible avec les fonctions de directeur, de coordinateur socioprofessionnel et de moniteur visées respectivement au § 11 et à l'alinéa 1^{er}, 2^o, ainsi qu'avec la fonction de responsable des ressources humaines.

Le coordinateur socioprofessionnel :

1^o est soit titulaire d'un diplôme universitaire ou de niveau supérieur non universitaire ;

2^o a soit réussi un examen de niveau 1 ou de niveau 2+ dans la fonction publique.

Le coordinateur socioprofessionnel en exercice à la date du 31 décembre 2021 au sein de l'entreprise de travail adapté est considéré comme répondant aux qualifications requises pour exercer la fonction.

Le coordinateur socioprofessionnel est chargé :

- des démarches administratives exigées par l'Agence en lien avec le recrutement et le suivi du travailleur de production et de la personne handicapée en contrat d'adaptation professionnelle ;

- du contact avec les institutions dont dépend le processus d'insertion socioprofessionnelle du travailleur de production ou de la personne handicapée en contrat d'adaptation professionnelle, ainsi qu'avec sa famille le cas échéant ;

- de la mise en œuvre du processus d'évaluation de la capacité professionnelle du travailleur de production et de son taux de compensation visés aux articles 1010 à 1014 ;

- de la supervision du processus d'évaluation des compétences du travailleur de production et de la personne handicapée en contrat d'adaptation professionnelle ;

- de la coordination du processus d'adaptation de la situation de travail du travailleur de production ;

- de l'élaboration et du suivi du plan de formation du travailleur de production ;

- de la bonne intégration socioprofessionnelle du travailleur de production occupé dans les liens d'un contrat d'entreprise tel que visé à l'article 1053 et en particulier de l'adéquation de la situation de travail au profil d'aptitudes du travailleur de production ;

- de la mise en place d'une communication et d'un environnement adaptés au travailleur de production et à la personne handicapée en contrat d'adaptation professionnelle ;

- du soutien au travailleur de production dans son projet de réinsertion en milieu de travail ordinaire.

Dans les entreprises de travail adapté agréées pour 91.000 points ou plus, la fonction de coordinateur socioprofessionnel est incompatible avec la fonction de directeur. ».

Art. 4. A l'article 1018 du même Code, le nombre « 9,4560 » est remplacé par le nombre « 10,3960 ».

Art. 5. A l'article 1023 du même Code, le nombre « 1,8204 » est remplacé par le nombre « 2,6678 ».

Art. 6. A l'article 1026/3 du même Code, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« S'agissant de la compensation des coûts spécifiquement liés à l'encadrement de travailleurs de production, la subvention visée à l'article 1021 et ayant trait à la rémunération du personnel spécifique visé à l'article 992 § 12, ne couvre que le temps consacré à l'exécution des missions listées à l'article 992 § 12.

Art. 7. A l'article 1039 du même Code, le nombre « 1038 » est remplacé par le nombre « 1038/1 ».

Art. 8. Dans le même Code, l'annexe 95/1 et l'annexe 95/3 sont remplacées par l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 jointes au présent arrêté.

Art. 9. A l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV, les termes « et l'article 1391 » sont abrogés.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 11. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 décembre 2021.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

« Annexe 95/1.

Objectif points de chaque entreprise de travail adapté pour le premier triennat (visé à l'article 998)

ENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTE	Objectif "points"
ETA001	407.831
ETA002	188.816
ETA005	107.295
ETA007	164.615
ETA008	429.012
ETA013	26.588
ETA015	81.002
ETA019	534.225
ETA045	585.691
ETA059	225.243
ETA060	78.135
ETA062	71.727
ETA063	285.653
ETA065	96.762
ETA067	193.435
ETA071	153.884
ETA072	367.722
ETA073	146.372
ETA083	113.291
ETA085	221.991
ETA088	157.903
ETA091	148.881
ETA092	230.185
ETA095	126.535
ETA097	294.528
ETA101	802.349
ETA107	51.030
ETA115	135.768
ETA123	265.151
ETA124	124.486
ETA125	259.852
ETA126	135.737
ETA129	270.468
ETA134	363.410
ETA138	232.850
ETA142	114.419
ETA144	93.924
ETA147	46.218
ETA148	116.015
ETA149	129.902
ETA154	108.219
ETA156	51.962
ETA164	125.423
ETA170	69.062
ETA175	123.952

ENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTE	Objectif "points"
ETA177	80.657
ETA178	82.522
ETA179	42.920
ETA189	349.748
ETA197	206.190
ETA209	43.912

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

Namur, le 9 décembre 2021.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

« Annexe 95/3

Coûts admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021

Sont admissibles pour la rémunération du personnel spécifique visé à l'article 992 § 12 uniquement pour le temps passé à assister les travailleurs de production :

- 1° les rémunérations brutes correspondant aux échelles barémiques de la SCP 327.03 (Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la région wallonne et de la communauté germanophone), à l'ancienneté reconnue du travailleur concerné et ayant fait l'objet d'une déclaration auprès de l'ONSS ;
- 2° la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail ;
- 3° la rémunération afférente aux jours fériés, aux jours de congés, au petit chômage (congés de circonstances) ;
- 4° le pécule de vacances ;
- 5° les avantages complémentaires et les cotisations qui relèvent d'un accord officiel dans le cadre de la SCP 327.03 ;
- 6° le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes aux rémunérations précitées.

Pour les moniteurs visés à l'article 992 § 12, leur coût salarial, comprenant les charges mentionnées de 1° à 6°, est multiplié par le taux moyen de compensation de l'entreprise de travail adapté, déterminé sur base de la moyenne annuelle des taux de compensation du handicap fixés pour chacun de ses travailleurs de production l'année précédant l'année d'attribution de la subvention.

Le coût salarial, comprenant les charges mentionnées de 1° à 6°, du personnel spécifique visé à l'article 992 § 12, détaché au sein de l'entreprise de travail adapté par la personne morale de droit public dans le cadre d'une convention écrite, est également admissible pour justifier la subvention visée à l'article 1021.

Ne sont pas admissibles pour la rémunération du personnel spécifique visé à l'article 992 § 12 :

- 1° la rémunération des heures supplémentaires ;
- 2° les indemnités de rupture et les préavis non prestés ;
- 3° les charges relatives aux prestations du personnel d'encadrement des personnes handicapées en section d'accueil et de formation visées à l'article 1043.

Autres coûts admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021 :

- 1° le coût des formations en lien avec l'accompagnement de travailleurs de production ;
- 2° les coûts liés à l'adaptation des équipements existants, à l'acquisition de nouveaux équipements ou à l'acquisition et à la validation de logiciels destinés à être utilisés par les travailleurs de production, notamment des outils technologiques adaptés ou d'assistance, qui s'ajoutent à ceux que l'entreprise de travail adapté aurait supportés s'il avait employé des travailleurs ne souffrant pas d'un handicap ;
- 3° les coûts directement liés au transport de travailleurs de production vers le lieu de travail et dans le cadre de leurs activités professionnelles (Abonnement social et transport collectif) ;
- 4° les coûts d'administration propres au personnel spécifique, pour autant que ceux-ci résultent directement de l'emploi de travailleurs de production.

L'entreprise de travail adapté doit justifier l'adéquation des dépenses visées aux points 1° à 4° avec le handicap de ses travailleurs.

Sont déduits des coûts admissibles :

- 1° les subventions obtenues des pouvoirs publics et autres interventions lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles admissibles pour justifier la subvention visée à l'article 1021 ;
- 2° les intérêts créditeurs générés par le compte bancaire spécifique visé à l'article 992 § 16.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, chapitre IV relatif aux entreprises de travail adapté et titre XIV.

Namur, le 9 décembre 2021.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22839]

9 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk alsook het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en Titel XIV

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, bij het decreet van 3 december 2015 en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 en bij het decreet van 3 december 2020;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 oktober 2021;

Gelet op de beslissing van 20 oktober 2021 van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité om geen advies uit te brengen over het ontwerp;

Gelet op het rapport opgesteld op 14 oktober 2021 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het branchecomité "Handicap", gegeven op 18 oktober 2021;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 29 november 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006, goedgekeurd op 3 juli 2009 door België;

Gelet op het akkoordprotocol voor de toepassing van het Waals non-profit akkoord 2021-2024 in de Waalse bedrijven voor aangepast werk, gesloten op 30 juni 2021;

Overwegende dat de inwerkingtreding van dit besluit met terugwerkende kracht op 1 januari 2021 is gemotiveerd door de noodzaak het bedrag van de subsidie ter compensatie van de handicap van productiewerkers en van de subsidie ter dekking van de kosten die specifiek verband houden met de begeleiding van productiewerkers in bedrijven voor aangepast werk aan te passen en dat het noodzakelijk is de betrokken gesubsidieerde diensten de middelen te verschaffen om vanaf 1 januari 2021 een loonschaalherwaardering van de productiewerkers te financieren;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 991, eerste lid, van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van sociale Actie en Gezondheid wordt aangevuld met punten 11° en 12° als volgt:

11° Administratiekosten: telefoniekosten, informaticakosten, kosten voor dienststopdrachten, reiskosten alsook kosten voor kantoorbenodigdheden;

12° Socio-professionele coördinator: persoon die het socio-professioneel inschakelingsproject van de productiewerker coördineert en ontwikkelt in samenwerking met interne en externe partners. ».

Art. 3. In artikel 992 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 12 vervangen als volgt:

«§ 12. Het bedrijf voor aangepast werk zorgt voor een minimale begeleiding van de in artikel 991/2 bedoelde productiewerkers, met inachtneming van de volgende voorwaarden:

1° ten minste één maatschappelijk werker in dienst hebben en boven de 182.000 punten, één extra maatschappelijk werker per volledig blok van 182.000 punten;

2° ten minste één monitor in dienst hebben per begonnen blok van 27.000 punten;

3° ten minste één socio-professionele coördinator in dienst hebben. In bedrijven voor aangepast werk die voor minder dan 91.000 punten erkend zijn, dient de socio-professionele coördinator ten minste halftijds in dienst te zijn. In bedrijven voor aangepast werk die voor ten minste 91.000 punten erkend zijn, dient de socio-professionele coördinator ten minste voltijds in dienst te zijn.

De maatschappelijk werker is aangesteld om:

1° voor de interne en externe maatschappelijke begeleiding van productiewerkers te zorgen.

2° de nodige diensten te verlenen voor de inschakeling van de productiewerker binnen de onderneming met betrekking tot zijn handicap, met inbegrip van het onderhouden van de band tussen de productiewerker, zijn gezin, of de relevante maatschappelijke diensten en het bedrijf voor aangepast werk.

De maatschappelijk werker wordt betrokken bij de beoordeling van de beroepsbekwaamheid van de productiewerker als bedoeld in artikel 1010.

De functie van maatschappelijk werker is onverenigbaar met de functies van directeur, socio-professionele coördinator en monitor als bedoeld respectievelijk in § 11 en lid 1, 2°, alsook met de functie van hoofd personeelszaken.

De socio-professionele coördinator is:

1° hetzij houder van een universitair diploma of van een diploma van het niet-universitaire hoger niveau;

2° hetzij geslaagd voor een examen van niveau 1 of 2+ in het openbaar ambt.

De socio-professionele coördinator die op 31 december 2021 in het bedrijf voor aangepast werk in dienst is, wordt geacht te voldoen aan de kwalificaties vereist om die functie uit te oefenen.

De socio-professionele coördinator is verantwoordelijk voor het volgende:

- de door het Agentschap vereiste administratieve formaliteiten in verband met de aanwerving en de opvolging van de productiewerker en de gehandicapte persoon onder beroepsaanpassingsovereenkomst;

- de contacten met de instellingen waarvan het socio-professionele inschakelingsproces van de productiewerker of de gehandicapte persoon onder beroepsaanpassingsovereenkomst afhangt, alsook, in voorkomend geval, met zijn gezin;

- de uitvoering van het in artikelen 1010 tot 1014 bedoelde beoordelingsproces van de beroepsbekwaamheid van de productiewerker en van zijn vergoedingspercentage;

- het toezicht op het beoordelingsproces van de bevoegdheden van de productiewerker en de gehandicapte persoon onder beroepsaanpassingsovereenkomst;

- de coördinatie van het aanpassingsproces van de werksituatie van de productiewerker;

- de uitwerking en de opvolging van het opleidingsplan van de productiewerker;

- de gepaste socio-professionele inschakeling van de productiewerker die op grond van een aannemingsovereenkomst in dienst is genomen, zoals bedoeld in artikel 1053, en in het bijzonder de geschiktheid van de arbeidssituatie voor het vaardigheidsprofiel van de productiewerker;

- de invoering van een aan de productiewerker en gehandicapte persoon onder beroepsaanpassingsovereenkomst aangepaste communicatie en omgeving;

- de ondersteuning van de productiewerker bij zijn inschakelingsproject in een gewone werkomgeving.

In bedrijven voor aangepast werk die voor ten minste 91.000 punten erkend zijn, is de functie van socio-professionele coördinator onverenigbaar met de functie van directeur. ».

Art. 4. In artikel 1018 van hetzelfde Wetboek wordt het getal "9,4560" vervangen door het getal "10,3960".

Art. 5. In artikel 1023 van hetzelfde Wetboek wordt het getal "1,8204" vervangen door het getal "2,6678".

Art. 6. In artikel 1026/3 van hetzelfde Wetboek wordt een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Wat betreft de vergoeding van de kosten die specifiek verband houden met de begeleiding van productiewerkers, dekt de in artikel 1021 bedoelde subsidie die betrekking heeft op de bezoldiging van het in artikel 992, § 12, bedoelde specifieke personeel, uitsluitend de tijd die wordt besteed aan de uitvoering van de in artikel 992, § 12, vermelde opdrachten.

Art. 7. In artikel 1039 van hetzelfde Wetboek wordt het getal "1038" vervangen door het getal "1038/1".

Art. 8. In hetzelfde Wetboek worden bijlage 95/1 en bijlage 95/3 vervangen door bijlage 1 en bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 9. In artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk, en titel XIV, worden de woorden "en artikel 1391" opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2021.

Art. 11. De Minister die bevoegd is voor het Gehandicaptenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 december 2021.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk, alsook het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

“Bijlage 95/1.

Puntendoelstelling van elk bedrijf voor aangepast werk voor de eerste driejarige periode
(bedoeld in artikel 998)

bedrijf voor aangepast werk	Puntendoelstelling
ETA(BAW)001	407.831
ETA002	188.816
ETA005	107.295
ETA007	164.615
ETA008	429.012
ETA013	26.588
ETA015	81.002
ETA019	534.225
ETA045	585.691
ETA059	225.243
ETA060	78.135
ETA062	71.727
ETA063	285.653
ETA065	96.762
ETA067	193.435
ETA071	153.884
ETA072	367.722
ETA073	146.372
ETA083	113.291
ETA085	221.991
ETA088	157.903
ETA091	148.881
ETA092	230.185
ETA095	126.535
ETA097	294.528
ETA101	802.349
ETA107	51.030
ETA115	135.768
ETA123	265.151
ETA124	124.486
ETA125	259.852
ETA126	135.737
ETA129	270.468
ETA134	363.410
ETA138	232.850
ETA142	114.419
ETA144	93.924
ETA147	46.218
ETA148	116.015
ETA149	129.902
ETA154	108.219
ETA156	51.962
ETA164	125.423
ETA170	69.062
ETA175	123.952

bedrijf voor aangepast werk	Puntendoelstelling
ETA177	80.657
ETA178	82.522
ETA179	42.920
ETA189	349.748
ETA197	206.190
ETA209	43.912

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk, alsook het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

Namen, 9 december 2021.

Voor de Regering,
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk, alsook het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

"Bijlage 95/3

In aanmerking komende kosten ter rechtvaardiging van de in artikel 1021 bedoelde subsidie

Komen in aanmerking voor de bezoldiging van het in artikel 992, § 12 bedoelde specifieke personeel enkel voor de tijd die wordt besteed aan het bijstaan van productiewerkers:

1° de brutolonen die overeenstemmen met de weddeschalen van PSC 327.03 (Paritair subcomité voor de bedrijven voor aangepast werk van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap), met de erkende anciënniteit van de betrokken werknemer en aangegeven bij de RSZ;

2° de gewaarborgde bezoldiging in geval van arbeidsongeschiktheid;

3° de bezoldiging voor feestdagen, verlofdagen, kort verzuim (omstandigheidsverlof); het vakantiegeld;

4° de bijkomende voordelen en de bijdragen die voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van PSC 327.03;

5° het bedrag van de bijdragen van de sociale zekerheid voor bovengenoemde bezoldigingen.

Voor de monitoren bedoeld in artikel 992, § 12, worden hun loonkosten, met inbegrip van de lasten bedoeld in 1° tot 6°, vermenigvuldigd met het gemiddelde vergoedingspercentage van het bedrijf voor aangepast werk, bepaald op grond van het jaargemiddelde van de vergoedingspercentages van de handicap die voor elk van zijn productiewerkers zijn vastgesteld in het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend.

De loonkosten, met inbegrip van de lasten vermeld in 1° tot 6°, van het specifieke personeel bedoeld in artikel 992, § 12, dat door de publiekrechtelijke rechtspersoon in het kader van een schriftelijke overeenkomst bij het bedrijf voor aangepast werk wordt gedetacheerd, komen eveneens in aanmerking om de subsidie bedoeld in artikel 1021 te rechtvaardigen.

Komen niet in aanmerking voor de bezoldiging van het specifieke personeel bedoeld in artikel 992, § 12;

1° de bezoldiging voor overuren,

2° de verbrekingsvergoedingen en de niet-gepresteerde opzeggingstermijnen;

de lasten in verband met de dienstverstrekingen van het begeleidingspersoneel van de gehandicapte personen in opvang- en opleidingsafdelingen als bedoeld in artikel 1043.

Andere in aanmerking komende kosten ter rechtvaardiging van de in artikel 1021 bedoelde subsidie:

1° de kosten van de opleidingen in verband met de begeleiding van productiewerkers;

2° de kosten in verband met de aanpassing van bestaande uitrustingen, de aankoop van nieuwe uitrustingen of het aanschaffen en de validering van software bestemd voor het gebruik door productiewerkers, met name aangepaste of ondersteunende technologische hulpmiddelen, die bovenop de kosten komen die het bedrijf voor aangepast werk zou hebben gemaakt indien zij werknemers zonder handicap in dienst had;

3° de kosten die rechtstreeks verband houden met het vervoer van productiewerkers naar de werkplek en in het kader van hun beroepsactiviteiten (sociaal abonnement en openbaar vervoer);

4° de administratiekosten die eigen zijn aan het specifiek personeel, voor zover deze rechtstreeks voortvloeien uit de tewerkstelling van productiewerkers.

Het bedrijf voor aangepast werk moet de toereikendheid van de in punten 1 tot 4 bedoelde uitgaven rechtvaardigen ten aanzien van de handicap van zijn werknemers.

Worden afgetrokken van de in aanmerking komende kosten:

1° de van overheden verkregen subsidies en andere tussenkomsten, wanneer deze precies dezelfde lasten dekken als die welke in aanmerking komen om de in artikel 1021 bedoelde subsidie te rechtvaardigen;

2° de creditinteressen van de in artikel 992, § 16 bedoelde specifieke bankrekening.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk, alsook het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 tot wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk en titel XIV.

Namen, 9 december 2021.

Voor de Regering;

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/43606]

16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux vélos cargo avec remorque d'une largeur de plus d'un mètre dans le cadre de projets-pilotes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 6, § 1^{er}, X, 1°, et XII, 3°, remplacée par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, article 82.4.2, alinéa 2, fixant la largeur des remorques utilisées dans le cadre de projets-pilotes pour le transport de marchandises à maximum 1,20 mètre ;

Vu le rapport du 6 juillet 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, rendu le 4 octobre 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 29 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il convient de soutenir le transport de marchandises à vélo tout en étant attentifs aux contraintes relatives à la sécurité routière et à l'utilisation de l'espace public ;

Qu'un cadre pour la mise en œuvre de projets-pilotes visant à autoriser l'utilisation de vélos cargo avec remorque d'une largeur supérieure à 1 mètre est dès lors nécessaire ;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Code de la route : l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

2° le ministre : le ministre qui a la Sécurité routière dans ses attributions ;

3° l'administration : la Direction de la Réglementation de la Sécurité routière et du Contrôle routier du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ;

4° le vélo cargo avec remorque d'une largeur de plus d'un mètre : la bicyclette munie d'une remorque d'une largeur maximale de 1,20 mètre destinée au transport des marchandises ;

5° les projets-pilotes : les projets encadrés par la Région wallonne en rapport avec l'activité de transport de marchandises exercée pour compte propre ou pour compte de tiers, par une entreprise, utilisant à titre expérimental des vélos cargo avec remorque d'une largeur de plus d'un mètre visés au 4°.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique à toute entreprise qui souhaite mettre en circulation un vélo cargo avec remorque d'une largeur de plus d'un mètre en Wallonie.

Il fixe les conditions d'utilisation et la procédure d'autorisation dans le cadre de projets pilotes.